



## Après le succès du 27, quels prolongements

Photo Fabrice Nicolle ©



### Sommaire

- ✓ Après le succès du 27 septembre, quelles suites?... ..... page 2/3/4
- ✓ Pour comprendre la crise financière : débattons! ..... page 5
- ✓ Priorité...à l'économie réelle : un texte de la CES..... page 6/7



## APRES LE SUCCES DU 27 SEPTEMBRE, QUELLE SUITE DONNER A NOTRE ACTION?

La manifestation du 27 septembre organisée par le PCF a connu un grand succès. Donnons lui des suites pour mettre en échec la tentative de Sarkozy d'utiliser la crise financière pour justifier toujours plus de sacrifices pour notre peuple : blocage des salaires et des pensions, mais aussi suppression massives d'emplois et d'entreprises.

Alors qu'aujourd'hui des milliards de dollars sont mobilisés pour venir au secours des marchés financiers, les difficultés des banques américaines commencent à se répercuter sur les banques européennes avec pour conséquence un resserrement du crédit pour les entreprises, ce qui pèse très lourdement sur les PME. Selon l'Insee la France est déjà en récession.

### Les Etats au secours du capital en faillite

Les Etats eux-mêmes sont mobilisés

pour prendre en charge les dégâts de la spéculation de la finance mondiale notamment avec la prise en charge des créances bancaires compromises aux EU, ou les « nationalisations » forcées en Europe (Northern Rock, Roskilde Bank, Bradford & Bigley, Fortis....)

**Toutes ces mesures ne visent pas à répondre aux urgences sociales des peuples mais à « sauver la mise » du capital en crise.**

Quant à Monsieur Sarkozy, disciple de l'ultralibéralisme le plus débridé, il prétend aujourd'hui qu'il faut "moraliser le capitalisme",. Comme si le capital pouvait être moral !

**D'autres préconisent de réguler les marchés comme si les Etats n'intervenaient pas en permanence dans leur économie.** Au contraire, ils soutiennent sans discontinuer le système avec les commandes publiques, la fiscalité encourageant l'accumulation

des profits ou encore avec des législations favorables au patronat.

Ce soutien s'est encore amplifié avec l'élection de M. Sarkozy!

### Une inflation financière provoquée

Une des dimensions essentielles de la crise est monétaire: la décision de l'adoption d'une stratégie de taux d'intérêts réel élevés (partie du taux supérieure à l'inflation) par la Réserve fédérale américaine en 1979 a déclenché l'inflation financière, c'est-à-dire l'enflure massive des placements et des activités financières sous toutes les formes (spéculation, OPA, exportations de capitaux,...) dont la crise actuelle est l'aboutissement. L'emballement de la création monétaire aux États-Unis après la crise asiatique de 97/98, la récession de 2001 qui a inondé les marchés de l'argent avec lequel la spéculation sur les crédits immobiliers s'est déchaînée et aboutissant à la crise des « subprimes ».

### Maîtriser la création monétaire pour des crédits utiles!

Combattre cette crise passe avant tout non pas par une meilleure régulation, certes nécessaire, mais par une **maîtrise collective de la création monétaire à l'échelle du monde avec une monnaie commune** qui remplacerait le dollar dans les relations monétaires internationales. Gérée par un Fonds monétaire international où tous les peuples auraient voix au chapitre, cette monnaie pourrait être une clé de voûte pour une transformation radicale des relations économiques.

**Il ne s'agit ni de fermer ni de laisser grand ouvert le robinet du crédit, mais de rendre le crédit sélectif.** Pas de crédit pour la spéculation, pour les place-

ments financiers mais des crédits pour financer à long terme des projets répondant à des objectifs de développement de l'emploi, de la formation, des services publics, de la protection des l'environnement, et de tout projet utile à l'humanité.

### Agir à tous les niveaux, du local au mondial!

Plus proche de nous, **la BCE devrait se voir confier d'autres objectifs, d'autres missions en faveur de l'emploi et de la croissance réelle avec** une redéfinition des critères de gestion des entreprises et une réelle démocratie de décision ainsi que la mobilisation des territoires, des institutions nationales au service de l'emploi, de la croissance réelle.

Encore plus proche de nous, **le développement des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation, la recherche agissant avec un pôle public de la finance pour des crédits bonifiés réservés aux entreprises qui développent l'emploi, la formation, la création de richesses répondant aux besoins humains sur l'ensemble de nos territoires.**

Les questions des salaires, du pouvoir d'achat, de la santé, de l'éducation nationale, des services publics, sont omniprésentes dans la vie de millions de nos concitoyens en France, en Europe et dans le monde.

Résoudre ces questions conduit à opter pour une autre utilisation de l'argent au profit du développement humain et donc à mettre un terme à l'enrichissement massif d'une caste de privilégiés et à ces milliards gâchés pour tenter de sauver le système.

En poussant, contre la rentabilité financière, d'autres critères fondés sur l'efficacité sociale, cette utilisation de l'argent



Photo Fabrice Nicolle ©

permettrait de favoriser la demande de biens et services et donc de relancer la croissance en berne.

Une telle finalité et de tels critères viseraient aussi à favoriser l'emploi qualifié tout en économisant le capital matériel et financier, poussant un mode de production économe en capital et en ressources naturelles.

### Une forte démonstration que le capitalisme n'est pas l'avenir de l'homme

Alors que l'argent manque pour les salaires, pour l'emploi, des centaines de milliards d'euros sont mobilisés pour venir au secours de ceux qui ont spéculé. Les profits sont privés et privatisés mais les pertes sont nationalisées et donc supportées par ceux qui n'ont rien ou pas grand chose.

**Cette crise « systémique », ses conséquences actuelles et surtout à venir, remettent en cause de façon nouvelle le dogme du capitalisme comme « fin de l'histoire » de l'humanité.**

**Du même coup, cela pose avec une nouvelle acuité l'exigence de dépassement du capitalisme et le besoin de la visée communiste**

**Toutes ces propositions et les luttes à engager pour leurs avancées contribuent à éclairer le sens d'un changement radical, révolutionnaire ouvrant des perspectives nouvelles, visant un communisme de promotion de chacune et chacun.**

**Après le succès du 27 septembre, voilà des questions à mettre en débat**

## Comprendre la crise financière, maîtriser nos propositions pour en sortir !

De nombreux débats sont d'ore et déjà prévus. Les demandes se multiplient et ce n'est sans doute qu'un début.

Pour que la commission économique puisse les prendre en compte dans les meilleures conditions, merci de faire remonter vos demandes à Alain Morin :

### Débats fixés :

#### Avec Paul Boccara

21 oct Tours  
25 oct Paris 13e  
15 nov FD de Paris UEC  
18 nov Chatellerault  
20 nov Romilly

#### Avec Frederic Boccara

23 oct Gentilly

#### Avec Denis Durand

03 oct FD Yvelines  
06 oct Livry Gardan  
14 oct Noisy le Sec  
17 oct Lisses Essonne  
20 oct Paris 5e  
13 nov Marseille

#### Avec Yves Dimicoli

06 nov Grigny  
13 nov Snecma Gennevilliers

### Débats en cours d'organisation :

Espace Marx Nord 16,17,20,21,22,23,24 octobre

Villejuif : Fred Boccara (date à préciser)

Champigny, services publics avec Yves Dimicoli (date à préciser)

Clermont Ferrant avec Paul Boccara (date à préciser)

## Priorité aux politiques publiques, à l'économie réelle et aux salaires

La Confédération européenne des syndicats (CES) et la crise du capitalisme financier (publié à Londres le 27 septembre 2008) et dans l'Humanité du 3 octobre

La crise financière internationale doit constituer un tournant et provoquer un changement complet dans la façon dont le monde financier fonctionne. Le modèle dominant du capitalisme financier est sur le point de s'effondrer. Ce capitalisme, libéré de tout contrôle il y a vingt-cinq ans, notamment aux États-Unis, a été utilisé comme le modèle à suivre dans le reste du monde. Il a traité de haut la grande majorité des gens tout en les exploitant pour le bénéfice de quelques-uns, après des années de privatisations, de déréglementation et de marchés sans limites.

Aujourd'hui, les excès du capitalisme casino l'ont presque conduit à sa ruine - menaçant l'économie réelle. En effet, l'économie européenne vit dans la crainte d'être touchée par le tsunami financier arrivant d'outre-Atlantique, en dépit de la relative solidité, jusqu'à présent, de la zone euro. Le gouvernement américain rassemble péniblement des centaines de milliards de dollars pour sauver les banques de leur propre folie ; la crise du crédit étrangle le financement du secteur industriel car les banques stockent l'argent pour se protéger. La récession menace.

Qu'une chose soit bien claire. Cette crise a été causée par l'avidité et l'imprudence de Wall Street, de Londres et des autres principales places financières. Les grands patrons ont autorisé la spéculation à une large échelle sur des investissements auxquels ils ne comprenaient pas grand-chose. Les spécu-

lateurs ont exacerbé les sérieuses augmentations observées sur les prix du pétrole, des denrées alimentaires et des matières premières.

Il y a beaucoup de perdants, et parmi eux des travailleurs du secteur financier, mais pas seulement, il y a également des retraités, des familles, des fournisseurs, des entreprises cherchant du capital d'investissement, et chacun de nous, en tant que contribuable doit payer les pots cassés.

Les coûts du sauvetage américain sont énormes et l'engagement des banques centrales, dans le monde entier, a déjà été substantiel. Cela prendra des années avant de récupérer cet argent, si l'on y arrive un jour, et notre future capacité de financer des services publics de qualité est sérieusement compromise.

Aujourd'hui, il s'agit de prendre un véritable tournant. L'irresponsabilité des banques, des hedge funds et du reste, ne doit plus jamais amener les nations au bord de la faillite. Plus jamais non plus, l'argent du contribuable ne devra servir à soutenir des institutions qui continuent à payer grassement ses grands patrons, au moyen de salaires et de bonus énormes. Plus jamais la valeur de l'action, et les bonus des managers, qui sont liés à ces actions, ne devront être le seul objectif des sociétés. Nous ne pouvons pas nous per-

mettre de voir se répéter cette grave irresponsabilité, cette avidité et cette négligence.

La CES en collaboration avec la Confédération syndicale internationale, UNI-Europa, représentant les travailleurs du secteur bancaire, et d'autres, travaillent à apporter une réponse syndicale à cette crise. Mais, il est d'ores et déjà clair pour nous qu'il y a un besoin urgent de mettre en place les mesures suivantes :

- des injections d'argent public dans les institutions financières à condition qu'il y ait un contrôle public et, ce faisant, un changement fondamental de comportement ;
- un contrôle plus étroit sur la capacité des institutions financières à s'endetter, en renforçant les ratios de capital propre ;
- une réglementation efficace aux niveaux européen et international. Cette nécessité s'impose car l'échelle du capitalisme financier dépasse le cadre des nations. Une agence européenne de notation est nécessaire ;
- une action gouvernementale qui assure que des fonds soient disponibles pour investir dans l'économie réelle (industrie, manufacture), les technologies et les emplois verts, et le développement durable ;

- une aide en direction des travailleurs touchés, des ménages menacés d'expulsion, des retraités risquant la pauvreté arrivés à un âge avancé, des entrepreneurs cherchant à investir. Il n'est pas juste que les principaux bénéficiaires soient précisément ceux qui ont causé le désordre ;

- une réponse européenne à la crise qui se déploie dans l'économie réelle dans le but d'éviter un bouleversement financier qui encore aurait d'autres répercussions. Éviter également un retour de l'approche « sauve qui peut au détriment des autres », par une modération compétitive des salaires et une réduction des systèmes de protection sociale qui portent préjudice aux travailleurs et à leurs familles ;

- un retour urgent d'attention aux politiques publiques et à la question des inégalités salariales. C'est l'inégalité et la faible évolution des salaires qui conduisent les ménages à s'endetter par le biais de techniques financières à risque.

Compte tenu de ces éléments, la CES appelle l'Europe à se battre pour les droits des travailleurs, pour des emplois stables, un système solide de négociations collectives, indépendant et non subordonné aux tribunaux et aux juges.